

Proposition de calendrier des principaux sujets traités au conseil d'établissement

Ce calendrier fait partie de la formation obligatoire à l'intention des membres des conseils d'établissement (conseil). Il est présenté à titre indicatif et la *Loi sur l'instruction publique* a préséance.

Certaines responsabilités (ex. : adoption du budget annuel, consultation annuelle des élèves et rapport annuel) doivent faire partie des sujets traités et être planifiés au calendrier du conseil, qui doit prévoir la tenue d'**au moins cinq séances par année scolaire**.

Le suivi du budget annuel, du projet éducatif et du plan de lutte contre l'intimidation et la violence peuvent avoir lieu à différents moments pendant l'année scolaire, selon les réalités et la périodicité établies dans chaque milieu. Les autres pouvoirs (ex. : consultation des parents, avis à la direction d'établissement et conclusion de contrats) peuvent être exercés selon les décisions du conseil.

En tout temps, les décisions prises par le conseil demeurent valides jusqu'à ce qu'il les modifie à nouveau. De plus, le conseil peut, conformément aux règles de régie interne qu'il a adoptées, ajouter à ses séances des points d'information et de communication, selon les besoins exprimés par les membres et la direction de l'établissement.

Le terme « établissement » comprend les écoles primaires et secondaires ainsi que les centres d'éducation des adultes et de formation professionnelle.

Principaux articles de la Loi sur l'instruction publique (LIP)	Principaux sujets traités
AOÛT ET SEPTEMBRE	
Art. 47	Préparation de l'assemblée générale annuelle des parents et envoi de la convocation, élection des représentants, des membres substitués et du représentant au comité de parents (de même qu'un représentant substitué au comité de parents si l'assemblée en décide ainsi)
Art. 48 à 51.1 et 102	Élection des membres du personnel et des élèves
Art. 83 et 110.3.1	Information aux parents et à la communauté concernant les services offerts par l'établissement et leur qualité, notamment sur : <ul style="list-style-type: none"> • les services éducatifs et les services extrascolaires offerts; • le contenu du projet éducatif et son évaluation; • l'évaluation des résultats au regard de la lutte contre l'intimidation et la violence.
Art. 75 et 109.1 Art. 83.1 et 110.4	Formation d'un organisme de participation des parents, si l'assemblée générale des parents en décide ainsi
Art. 96	Formation complète du conseil selon les règles de composition établies dans la LIP
Art. 42 et 102	Formation d'un comité de parents du service de garde si des parents en font la demande au conseil d'établissement
Art. 256	Formation obligatoire destinée aux membres des conseils d'établissement <i>Il est suggéré que toutes les personnes prenant part au conseil d'établissement, dont la direction d'établissement, puissent planifier et suivre en commun cette formation lors des premières séances du conseil.</i>
Art. 53 et 459.5	
SEPTEMBRE ET OCTOBRE	
Art. 53 et 70	Première séance du conseil, formation obligatoire et dénonciation d'intérêts pour tous
Art. 56 et 107	Choix de la présidence et de la vice-présidence
Art. 42	Nomination des représentants de la communauté
Art. 67 et 108	Établissement des règles de régie interne et du calendrier des séances du conseil, et diffusion du calendrier aux parents et aux membres du personnel
Art. 66 et 108	Adoption du budget annuel de fonctionnement du conseil
Art. 74 et 109	Présentation et suivi du projet éducatif
Art. 87	Approbation de la programmation des activités nécessitant un changement aux heures d'entrée et de sortie quotidienne des élèves ou un déplacement à l'extérieur des locaux de l'établissement
Art. 95, 96.24, 110.4 et 110.13	Adoption ou suivi du budget annuel de l'établissement (budget révisé, allocations spécifiques, mesures décentralisées, etc.)
NOVEMBRE ET DÉCEMBRE	
Art. 37 et 97.1	Suivi du projet éducatif ou actualisation au besoin
Art. 76 et 110.2	Approbation des règles de conduite et des mesures de sécurité (ou des règles de fonctionnement dans le cas des centres) <i>Par exemple, le conseil approuve ces règles et mesures qui entrent en vigueur en novembre de l'année scolaire en cours jusqu'en novembre de l'année suivante. Un conseil pourrait aussi approuver ces règles et mesures au printemps, pour qu'elles soient en vigueur l'année scolaire suivante (ex. : code de vie dans l'agenda remis aux élèves en début d'année).</i>

Principaux articles de la Loi sur l'instruction publique (LIP)	Principaux sujets traités
NOVEMBRE ET DÉCEMBRE (SUITE)	
Art. 84, 89 et 110.2 Art. 85 Art. 89.2 et 110.4 Art. 94 et 110.4 Art. 96.24 et 110.13	Approbation des modalités de mise en œuvre du régime pédagogique - en tout temps Approbation de l'orientation générale quant à l'enrichissement des contenus indicatifs et à l'élaboration des programmes d'études locaux, et des modalités d'intégration des activités et contenus prescrits par le ministre Planification de la consultation obligatoire auprès des élèves Décisions au sujet des activités de financement - fonds à destination spéciale Suivi du budget annuel de l'établissement
JANVIER, FÉVRIER ET MARS	
Art. 77.2 Art. 86 et 89 Art. 88 et 110.2 Art. 89.2 et 110.4 Art. 96.22 et 110.13	Adoption des règles de fonctionnement des services de garde (pour l'an prochain) Approbation du temps alloué pour les matières obligatoires et à option (pour l'an prochain) Approbation de la mise en œuvre des services complémentaires et particuliers (ou d'éducation populaire dans le cas des centres) Consultation des élèves sur un sujet relatif au fonctionnement de l'établissement (activités parascolaires, climat social, etc.) Consultation par la direction sur les besoins de l'établissement en biens et services - en cours ou en prévision de l'an prochain
MARS, AVRIL ET MAI	
Art. 3, al. 4; 7, al. 3; 75.0.1, al. 1 et 2; et 292, al. 3 Art. 77.1 Art. 79 et 110.1 Art. 96.15 Art. 75.1 et 110.4 Art. 74, 75, 109 et 109.1	Approbation des contributions financières exigées pour du matériel, des activités scolaires, des services offerts dans le cadre d'un projet pédagogique particulier et des services de surveillance du dîner (pour l'an prochain) Établissement des principes d'encadrement du coût des documents et approbation de la liste de matériel d'usage personnel - pour l'an prochain Consultation par le centre de services scolaire sur les critères de sélection de la direction d'établissement Consultation au sujet des manuels scolaires et du matériel didactique pour l'an prochain Adoption ou actualisation du plan de lutte contre l'intimidation et la violence pour l'an prochain, et distribution d'un document aux parents et, le cas échéant, aux élèves Analyse de la situation de l'établissement, adoption du projet éducatif, transmission au centre de services scolaire, transmission et publication du document (et de son évaluation) aux parents et aux membres du personnel
MAI ET JUIN	
Art. 87 Art. 95 et 110.4 Art. 74, 75, 109 et 109.1 Art. 83.1 et 110.4 Art. 66 et 108 Art. 82 et 110.4	Approbation des activités éducatives pour l'an prochain (sorties, voyages, etc.) - ou en tout temps pendant l'année Adoption de la proposition du budget annuel de l'établissement en préparation de l'an prochain Évaluation du projet éducatif et communication de cette évaluation aux parents et aux membres du personnel Évaluation des résultats de l'établissement au regard de la lutte contre l'intimidation et la violence pour l'année en cours, et distribution d'un document faisant état de cette évaluation aux parents, aux membres du personnel, aux élèves (le cas échéant) et au protecteur de l'élève Reddition de compte concernant le budget annuel de fonctionnement du conseil d'établissement au centre de services scolaire Préparation et adoption du rapport annuel du conseil d'établissement, et transmission au centre de services scolaire
TOUT AU LONG DE L'ANNÉE OU AU BESOIN	
Art. 78, 78.1, 110 et 110.0.1 Art. 87 Art. 89.1 Art. 96.13 et 110.10 Art. 90 et 110.3 Art. 93 et 110.4 Art. 96.15 Art. 96.24 et 110.13 Art. 217	Donner son avis au centre de services scolaire ou à la direction de l'établissement (pouvoir d'initiative) Approbation des activités nécessitant un changement à l'horaire quotidien ou un déplacement à l'extérieur des locaux de l'école Consultation des parents de l'école Transmission de documents à l'intention des parents Organisation des services extrascolaires (ex. : activités parascolaires) Approbation de l'utilisation des locaux et immeubles mis à la disposition de l'établissement Informations sur les propositions approuvées par la direction d'établissement Suivi du budget annuel de l'établissement Consultations par le centre de services scolaire (politiques, règlements, etc.)